



Compte-rendu de la Rencontre sur l'éducation tenue le 24 octobre 2019 à l'UQAM¹

L'objectif de cette rencontre proposée par le collectif **Debout pour l'école !** était de chercher ensemble des pistes d'intervention dans le contexte politique actuel, en tenant compte des énergies et des moyens dont nous disposons. Avaient été invitées des personnes qui se préoccupent de l'état du système d'éducation et souhaitent s'engager dans une réflexion commune, à titre individuel ou en tant que membre d'organismes.

Pour orienter la discussion, un survol de l'état des lieux et des projets possibles avaient été soumis à la réflexion du groupe, notamment la tenue d'États généraux de l'éducation ou d'une « Commission Parent 2.0 et la publication d'un ouvrage collectif.

Cette rencontre informelle a suscité beaucoup d'intérêt chez les participant-e-s, tout comme chez celles et ceux qui, pour diverses raisons, ne pouvaient y assister. À l'évidence, il y avait un besoin de partage et d'échange entre personnes investies en éducation, désireuses de faire avancer les choses et cherchant le meilleur moyen de le faire. Partager cette préoccupation avec d'autres était déjà, en soi, une source de motivation.

État des lieux général

Dans un contexte de crise généralisée au Québec comme ailleurs dans le monde, on constate à la fois une remontée de l'intérêt public pour l'éducation, mais aussi une dispersion des idées et des actions. La question rassemble, mais divise aussi.

¹ Ce texte, comme tous les textes de **Debout pour l'école !**, adopte les *Rectifications orthographiques* proposées par l'Académie française en 1990.

La marchandisation de l'éducation est largement constatée et décriée, on est dans l'utilitarisme pur et dur, la préparation à l'« économie de demain ». Il est urgent de changer de cap.

L'épuisement est omniprésent dans les établissements scolaires. Il suffit d'écouter les gens sur le terrain pour se rendre compte que l'école n'est tout simplement plus vivable pour qui y travaille.

Par ailleurs, l'emploi à venir demeure, pour le jeune et sa famille, un motif d'anxiété, à quoi s'ajoute l'écoanxiété devant la catastrophe environnementale annoncée.

Le système éducatif québécois

Notre système éducatif est en mauvais état ; la ségrégation scolaire, reflet de la ségrégation sociale, s'y développe alors qu'il devrait au contraire aider à combattre les inégalités, comme le proclament les principes démocratiques sur lesquels on dit se fonder.

La classe ordinaire n'existe plus. On est maintenant dans un système qui reproduit les divisions sociales, un système à **trois vitesses** avec 1) l'école privée, 2) l'école publique qui sélectionne les élèves sur la base de l'origine sociale avec ses projets (ou programmes) particuliers sélectifs, et 3) et la classe dite ordinaire dans l'école publique.

En effet, les projets particuliers sélectifs (voir les déclarations du *Conseil supérieur de l'éducation*) se multiplient, demandant souvent la contribution financière des parents et opèrent généralement une sélection à partir des notes des élèves. Les projets devraient être accessibles à tous les élèves au lieu de créer de facto une sélection selon l'origine culturelle ou sociale des parents.

Dans ce cadre se posent les questions des disparités entre les quartiers et des communautés culturelles. On mentionne qu'il faudra veiller à ce que des membres de ces communautés participent aux diverses initiatives de défense de l'école et soient invités par **Debout par l'école !** De même, il est essentiel d'y faire une place aux jeunes, qui montrent leur capacité à s'engager en tant que citoyens face aux urgences environnementales.

Notre projet d'école doit remettre en question les contenus mêmes de l'éducation. D'importantes questions se posent en effet sur ce qui est enseigné ou ce qui doit être enseigné. Il est essentiel que l'école mette l'accent sur les compétences de base et sur une littératie effective dans toutes les

disciplines, ainsi que sur le développement de l'esprit critique et de la conscience citoyenne, qui sont des missions fondamentales de l'éducation. L'école doit s'inscrire dans un projet de société.

Il est urgent de se préoccuper de la condition enseignante, en particulier de revaloriser le rôle des enseignant-e-s. Cela suppose notamment de revoir leur formation, et aussi que les enseignants du secondaire enseignent ce pourquoi ils ont reçu une formation, alors qu'actuellement, il semblerait que 25 à 30 % d'entre eux enseignent des disciplines autres que celles dans lesquels ils ont été formés. Se pose aussi le problème de la formation nécessaire pour enseigner à des élèves présentant des difficultés.

Quant aux technologies à l'école, elles sont parfois envahissantes, et pas toujours de manière positive. Toutefois, on ne peut faire fi des compétences numériques, car le numérique est là pour durer, et pas seulement à l'école, fait remarquer une personne qui souligne que l'apprentissage se fait aussi ailleurs.

Il faudrait penser à limiter le développement de l'école privée ou à l'intégrer à l'école publique ; le projet visant à abolir le financement de l'école privée ne fait pas l'unanimité au sein de la population, car plusieurs parents y trouvent leur compte. Il y a un gros travail de sensibilisation à faire. Il semble y avoir consensus sur le fait que, bien que le financement public des écoles privées constitue un problème, cet enjeu ne peut constituer à lui seul la cible d'une bataille commune. Par ailleurs, il est pris en charge par le Mouvement L'école ensemble avec lequel **Debout pour l'école !** entretient des liens étroits.

Plusieurs contestent la validité des soi-disant « données probantes » produites par des « experts » et qui circulent souvent sans réelle vérification. Par exemple, certains proclament que selon des « données probantes » le nombre d'élèves par classe aurait peu d'impact sur les apprentissages des élèves. Or, d'autres études montrent que ces certitudes sont fausses et que trop de facteurs doivent être pris en considération pour que l'on puisse produire des « données probantes » à ce sujet.

Quelle forme doit prendre notre action ?

Des États généraux ou une sorte de Commission Parent 2.0

Seraient-ils de bons moyens de remettre à l'ordre du jour le débat sur l'école ? Cela donnerait-il les résultats que nous recherchons ? La majorité des personnes qui interviennent sur cette question doutent de la pertinence d'une telle entreprise dans le contexte politique actuel étant donné que c'est le

gouvernement qui prend en charge l'organisation (mandat, commissaires, secrétariat, financement, etc.) ainsi que l'application des conclusions de ce genre de travaux ; de toute façon, il n'en est pas question pour le gouvernement actuel (n'oublions pas qu'en ce qui concerne le Rapport Parent, Paul Gérin-Lajoie faisait partie du gouvernement). On mentionne aussi que la situation n'est pas mure, mais qu'il ne faut pas perdre de vue cette idée, envisageable à longue échéance. On rappelle aussi que mis à part la création des CPE, les États généraux de 1995-1996 n'ont pas été suivis des changements escomptés. Plusieurs recommandations issues des rapports récents ne sont toujours pas appliquées ou ont été dévoyées.

Cependant, en attendant un contexte politique plus favorable, on pourrait conserver la perspective d'États généraux comme vision sur le long terme, cela serait structurant, toucherait l'ensemble des secteurs – d'autant plus que, comme le rappelle un participant, il n'y a jamais de « conjoncture favorable » et que nous sommes peut-être en train de la créer. Une personne mentionne que nous sommes en train de faire dans cette rencontre s'apparente à une « Commission Parent 2.0 ». Quoi qu'il en soit, ce type de projet ne peut pas être notre seul objectif.

Les obstacles mentionnés sont de plusieurs natures dont deux rallient l'ensemble des participant·e·s : l'épuisement des troupes militantes, et la fragmentation des projets de lutte en l'absence d'un objectif principal qui ferait consensus. Il ne faut pas qu'il y ait compétition de priorités.

À cet égard, la nécessité d'un projet structurant est mentionnée. Par exemple, le projet de rédaction d'un livre pourrait notamment avoir cette fonction. Un troisième obstacle, mentionné par certains, porte sur les perceptions. Le fait que nous critiquions certains aspects pouvant apparaître comme des progrès — avancées technologiques, théories « modernes » sur l'éducation — et que nous défendions certains aspects pouvant être vus comme « conservateurs » — par exemple, l'importance de l'enseignement de disciplines comme la philosophie ou l'histoire — peut donner auprès du public une image de conservatisme, voire de nostalgie d'une école à l'ancienne. À cela, il est répondu que ce « conservatisme » s'inscrit dans une résistance plus large à l'évolution utilitariste de la société.

L'importance de ne pas omettre les questions de l'accueil et de la francisation des immigrants et des réfugiés est mentionnée et la pauvreté présente dans certains quartiers, notamment chez certaines communautés culturelles, est soulignée.

Des coalitions ou des convergences en groupes, mouvements, collectifs, institutions qui interviennent en éducation

On fait la distinction entre le fait de « coaliser les forces vives » et de coordonner les différentes initiatives. Plusieurs semblent favorables à une coalition autour d'enjeux précis et qui impliquerait des interventions systématiques. Certes, une coalition, c'est laborieux à mettre en place, et il est difficile de définir ce que serait une position progressiste commune. Cependant, à titre d'exemple, **Debout pour l'École !** travaille déjà en concertation avec les autres groupes sur l'école partageant des orientations communes. L'idée d'un observatoire sur l'éducation est mentionnée.

Ce qui est très important, c'est de coordonner les efforts convergents, sur des points essentiels qui restent à déterminer. Il ne faut pas se disperser, car on ne peut se battre sur tous les fronts. Il faut choisir ses priorités, créer une convergence, non par une cause unique, mais en essayant de se coaliser autour d'une question centrale. Et rappelons-le, il serait important de faire participer les jeunes.

Il faut une perspective citoyenne pour tous, un ensemble d'objectifs sur une base rassembleuse, une cible mobilisatrice. En 2019, le premier objectif pour une coalition pourrait être le thème de l'environnement, soulignent plusieurs personnes, dont une propose d'arrimer cet enjeu aux savoirs scientifiques à inculquer. Toutefois, il ne faudrait pas non plus s'y limiter, ajoute-t-on.

Alors que la mention fréquente des problèmes de littératie témoigne d'un échec sur le plan linguistique, il faut revoir l'enseignement de la langue, écrite et parlée, car la façon dont elle est enseignée actuellement à l'école ne permet pas de « lire le monde ». La langue n'est pas seulement un enjeu politique, elle est la condition et le vecteur d'une pensée critique. Enfin, la nécessité de renouer avec une pratique transnationale est mentionnée : il faut être au courant des initiatives prises ailleurs.

Un livre et/ou des débats

Il faut conscientiser le public à l'injustice de l'école à plusieurs vitesses, mais surtout à la nécessité d'une vision plus élaborée de ce que serait un système d'éducation égalitaire et équitable pour tous. Comment ? On propose des interventions ciblées dans les médias visant à créer la conjoncture du débat souhaité. Plusieurs personnes avancent qu'un débat rassembleur serait de poser la question du sens de l'éducation, de sa vocation. Cela engloberait les problématiques de la condition enseignante, d'un accès gratuit pour tous aux projets particuliers, de la formation du citoyen conscient notamment de

l'environnement, etc. Il faut poser des questions larges. Il est nécessaire de prendre la parole publiquement, de réagir de façon critique et systématique à tout fait significatif touchant l'école.

Si le projet de la rédaction collective d'un livre ne fait pas l'unanimité, notamment en raison de la multiplication des publications et de la courte vie d'un livre, il suscite un intérêt marqué. Il s'agirait de produire un ouvrage ancré dans des études sérieuses, mais qui s'adresserait à un public plus large et constituerait une plateforme de réflexion. Nous sommes à une époque de marchandisation de l'éducation où l'on veut surtout former des élèves pour la production de demain. Or, une bonne partie des citoyens sont peu conscients de ce qui se passe et la population intervient peu dans les débats, ce sont plutôt des « élites » qui le font ; un livre vulgarisé, mais fondé sur des recherches solides pourrait l'inciter à une plus grande participation à partir de la vision de **Debout pour l'école !** ainsi que de celle des autres groupes militants, des syndicats, etc.

Un livre pourrait être la base, le point de départ de débats, notamment avec des mouvements de jeunes, car les débats permettent de dégager des thèmes, d'avancer. Par exemple, des débats pourraient permettre de prendre conscience de la question du système scolaire à trois vitesses au Québec. Le but serait que la compréhension des grands enjeux de l'éducation ne demeure pas restreinte à des cercles de spécialistes.

Un participant propose d'explorer la participation à un Institut d'excellence en éducation qui est dans les projets du ministère de l'Éducation actuel et qui a des moyens, c'est-à-dire de l'argent et des chercheurs, et que l'on pourrait « noyauter ». À cela une autre personne répond que ce type d'institution est lié aux fameuses « données probantes » et que son orientation ne rejoint pas nécessairement la nôtre.

L'école du Québec a été « dépolitisée », elle est devenue un objet de gestion.

Une démarche du genre « Il faut qu'on se parle » pourrait permettre de la replacer dans un débat social. Le projet scolaire est inachevé. L'éducation sert à « faire société ». Il faut réintroduire la notion de bien commun, que le système d'éducation est censé promouvoir. En tant que collectif, il nous faudra coaliser les forces vives de manière à ne pas disperser les énergies et la réflexion. La fin de la ségrégation scolaire, notamment, est un objectif porteur, ainsi que l'environnement, selon les personnes réunies pour cette rencontre.

Les suites de cette Rencontre

Nous tiendrons tous nos invités, les présents comme les absents, au courant de nos prochaines activités via le *Bulletin* du collectif de la fin novembre².

Le comité de coordination de **Debout pour l'école !** a décidé de développer deux projets ambitieux pour les années 2020-2021 : la mise sur pied d'un comité de recherches et d'enquêtes sur les projets particuliers sélectifs visant à affiner notre position à ce sujet et à prendre une orientation pour la prochaine année ; ce sera notre chantier 4. De plus, nous mettrons en chantier un ouvrage collectif dont les buts, la politique rédactionnelle et le contenu seront élaborés et rendus publics prochainement (chantier 5).

Compte-rendu rédigé par Françoise Miquet et Marie-Christine Paret, 11 nov. 2019

² Vous le recevrez, mais nous vous proposons d'aller sur le site de **Debout pour l'école !**, de lire notre *Appel à la mobilisation* et de devenir membre du collectif, si vous le désirez. Vous recevrez alors les bulletins suivants.

